

CCRL The Centre for Civic Religious Literacy

CLRC Le centre de littératie religieuse civique

Le centre de littératie religieuse civique s'oppose au projet de loi 21. Toute notre équipe d'universitaires, d'éducateurs et de professeurs primés, le rejette.

Notre équipe est composée de personnes aux différentes origines religieuses et non religieuses, qui s'emploient, malgré ces différences, à valoriser la connaissance et la compréhension de tous les groupes de croyances, qu'ils soient religieux ou non. C'est là la vraie neutralité.

Tous les Québécois ont le droit de pratiquer et d'exprimer leur foi tout en respectant les droits d'autrui. Cependant, en obligeant des personnes à choisir entre leur emploi et leurs croyances, le projet de loi 21 viole les droits de la personne garantis par la Charte québécoise de la liberté et des droits de la personne.

Les institutions québécoises forment des enseignants, des juges, des policiers et des gardiens de prison à être responsables et professionnels. Certains portent des symboles religieux et effectuent ainsi leur travail. Rien ne prouve que le port de symboles religieux limite leur professionnalisme ou porte atteinte aux droits des personnes avec lesquelles ils travaillent. Par conséquent, cette interdiction est discriminatoire et sans fondement.

En mars et avril, le monde a été témoin des ravages de la haine par discrimination religieuse en Nouvelle-Zélande, au Sri Lanka et en Californie. Des groupes minoritaires religieux y ont été ciblés par la haine. Tous nos travaux et nos recherches donnent à penser que le projet de loi 21 peut également promouvoir la haine en faisant taire la différence. Supprimer la diversité de la sphère publique entraîne des malentendus, des préjugés et alimente la haine. Monsieur Legault veut-il entretenir les malentendus et la haine en supprimant la diversité dans la sphère publique québécoise? En tant que premier ministre élu par le peuple et censé le servir, nous lui demandons, ainsi qu'à tous les membres de la CAQ, de tenir compte de toutes les personnes qu'il représente, la majorité et la minorité.

Nous appuyons ceux qui seront touchés par l'interdiction et condamnons le projet de loi 21. Nous défendons un Québec inclusif qui protège les droits de la personne. Nous invitons tous les Québécois à rejeter cette interdiction des symboles religieux. Elle aura des répercussions sur nous pendant des décennies et sur la prochaine génération pendant des années.

Au lieu de cela, nous avons besoin d'une plus grande compréhension grâce à des échanges éducatifs et éclairés sur la religion. Notre organisation a été créée pour offrir cette compréhension par l'éducation et elle s'appuie sur nos recherches. Nous sommes convaincus que le projet de loi 21 est nuisible. Il ramène également notre société québécoise diversifiée à une époque où les minorités étaient encore plus réduites au silence. On ne fait pas de progrès en réduisant les gens au silence et en limitant leur existence. Au contraire, ce sont la discussion, la reconnaissance et compréhension qui font avancer les choses.

Pour toutes ces raisons, le centre de littératie religieuse civique condamne le projet de loi 21 et invite tous les Québécois à faire de même.

CCRL The Centre for Civic Religious Literacy
CLRC Le centre de littératie religieuse civique

The Centre for Civic Religious Literacy is opposed to Bill 21. Our full team of award-winning academics, educators, and professors reject it.

We are a team of people from many different religious and non-religious backgrounds. Regardless of our own belief, we are dedicated to enriching knowledge and understanding of all belief groups – religious or non-religious. That is true neutrality.

All people in Quebec have the right to practice and express their beliefs in ways respectful of the rights of others. However, in forcing individuals to choose between their jobs and their belief, Bill 21 violates guaranteed human rights in the Quebec Charter of Freedom and Human Rights.

Quebec institutions train teachers, judges, police officers, and prison guards to be responsible and professional. Those who wear religious symbols continue their work in this way. There is no proof that wearing religious symbols limits their professionalism or infringes the rights of the people they work with. Therefore, this ban discriminates based on no evidence.

In just March and April, the world has seen the devastation of hate by religious discrimination in New Zealand, Sri Lanka, and California. There, religious minority groups were targeted based on hate. All our work and research suggests that Bill 21 can also promote the same hate by silencing difference. Removing diversity from the public sphere leads to misunderstanding, prejudice, bias, and fuels hate. Does Mr. Legault want to fuel misunderstanding and hate by removing diversity in Quebec’s public sphere? As a Premier voted by the people who is supposed to serve the people, we ask him and all members of the CAQ to consider all the people he is governing – the majority and the minority.

We stand with those who will be affected by the ban and condemn Bill 21. We stand for an inclusive Quebec that protects human rights. We encourage all people in Quebec to reject this ban. This ban on religious symbols will affect us for decades, and the next generation for years.

Instead, we need greater understanding and an educational and informed conversation about religion. Our organization was formed to offer this educational understanding and is informed by all of our research. We have no doubt that Bill 21 is harmful. It also reverts our diverse Quebec society to a time when minorities were silenced even more. Progress is not made by silencing people and minimizing their existence. Progress is made by discussion, recognition, and understanding.

On all of these basis, the Centre for Civic Religious Literacy condemns Bill 21 and encourages all people in Quebec to condemn Bill 21 too.